

CADRE DE REPONSE TECHNIQUE

AVERTISSEMENT

Toute documentation commerciale généraliste ou à visée publicitaire est proscrite du mémoire technique de présentation de l'offre du candidat.

L'offre technique du candidat doit prendre en compte les éléments du cahier des clauses techniques particulières (CCTP) dans leur intégralité. Cette offre technique doit respecter le plan proposé par le cadre de réponse technique (CRT) et développer au moins les points détaillés dans ce CRT. Le candidat peut choisir d'ajouter des sous-chapitres complémentaires pour enrichir sa réponse.

Le mémoire technique du candidat ne doit pas dépasser 32 pages (format A4, Police : Times New Roman 12) réparties entre les différents chapitres :

Chapitre I	Pertinence de l'appréhension du contexte, des enjeux et du besoin	3 pages
Chapitre II	Qualité du dispositif organisationnel du candidat	15 pages
Chapitre III	Respect des contraintes réglementaires	7 pages
Chapitre IV	Qualité, pertinence, efficacité et disponibilité des moyens humains	5 pages
Chapitre V	Descriptif de la démarche environnementale	2 pages

Le nombre de pages indiqué par chapitre est un nombre indicatif.

Le CRT intégralement renseigné par le candidat complète et précise, sans y contrevenir, le CCTP. Il permet au candidat d'établir la qualité de son offre et l'adéquation de cette dernière aux exigences du marché sur les plans fonctionnel, organisationnel et technique.

De manière générale, le CRT intégralement renseigné comprend tous les éléments nécessaires à l'Administration pour évaluer la qualité technique de l'offre conformément aux critères de sélection fixés dans le règlement de la consultation.

La définition et la mise en œuvre de la solution de vote électronique pour les élections professionnelles 2026 du MINARM fait l'objet d'un accord-cadre. La personne morale attributaire de cet accord-cadre sera connue en 2025. Pour tout le présent document :

- « Accord-cadre SVE » désigne le marché de mise en œuvre d'une solution de vote électronique pour les élections professionnelles de 2026 au sein du MINARM ;
- « Titulaire SVE » désigne le titulaire de ce marché « Accord-cadre SVE ».
- « Délibération CNIL » désigne la version applicable de la délibération CNIL relative à la sécurité des systèmes de vote par correspondance électronique, notamment via internet. Au moment de la rédaction du présent document, il s'agit de la délibération CNIL n° 2019-053 du 25 avril 2019.

Chapitre I – Pertinence de l’appréhension du contexte, des enjeux et du besoin

Il est demandé au candidat de consacrer la première partie de son mémoire à la présentation de sa compréhension du contexte du présent marché d’expertise indépendante, des enjeux des trois prestations de ce marché et du besoin exprimé par l’administration dans le CCTP dudit marché pour chacune des prestations. À cet effet, le candidat doit organiser sa présentation sur deux sections :

- Appréhension du contexte du projet ;
- Identification des enjeux techniques, des prérequis et des facteurs clés de succès du projet ;

Chapitre II – Qualité du dispositif organisationnel du candidat

Qualité du pilotage de l’accord-cadre

Le candidat doit :

- décrire les modalités proposées pour le pilotage du projet (organisation, comitologie, outils, etc.) ;
- décrire le processus de rédaction et de vérification des livrables.

Qualité du processus mis en œuvre pour assurer l’exécution des prestations

Le candidat doit :

- décrire le processus proposé pour assurer la prestation 1 de prise de connaissance et de suivi du projet (organisation, méthodologie et contenu). Il devra notamment identifier la liste des documents et informations dont il considère que la communication par l’administration est indispensable à sa prise de connaissance optimale du périmètre du projet, des données des scrutins et de la solution de vote électronique (SVE) mise en œuvre par le « titulaire SVE ».
- pour la prestation 2 d’expertise préalable indépendante de la SVE :
 - proposer un planning d’exécution prévisionnel détaillé ;
 - décrire le processus proposé pour assurer la prestation (organisation, méthodologie et contenu) ;
 - présenter les moyens techniques de vérification *à posteriori* de l’authenticité de la solution versus celle qui aura été expertisée.

L’administration portera une attention particulière à la réponse du candidat sur ce point ;

- décrire le processus proposé pour assurer la prestation 3 de contribution à la cellule de supervision technique et d’expertise finale (organisation, méthodologie et contenu).

Chapitre III – Respect des contraintes réglementaires

Au titre des prestations 2 et 3 (pour l’expertise finale), le candidat doit fournir les trois modèles de grilles de conformité sur la base desquelles il se propose de rédiger un rapport d’expertise préalable ainsi que le rapport final sur la SVE mise en œuvre pour les élections professionnelles de 2026 du Ministère des Armées :

- grille de conformité à l’ensemble des articles R. 211-503 à R. 211-584 du code général de la fonction publique (CGFP) ;

- grille de conformité à l'ensemble des recommandations de la délibération CNIL portant adoption d'une recommandation relative à la sécurité des systèmes de vote par correspondance électronique, notamment via internet ;
- grille de conformité aux exigences posées par le cadre réglementaire du référentiel général de sécurité (RGS) version 2.0.

Chapitre IV – Qualité, pertinence, efficacité et disponibilité des moyens humains

Expérience spécifique

La délibération de la CNIL recommande que l'expertise soit réalisée par un expert indépendant répondant aux critères suivants :

- *Etre un informaticien spécialisé dans la sécurité ;*
- *Ne pas avoir d'intérêt dans la société qui a créé la solution de vote à expertiser, ni dans l'organisme responsable de traitement qui a décidé d'utiliser la solution de vote ;*
- *Posséder si possible une expérience dans l'analyse des systèmes de vote, en ayant expertisé les systèmes de vote par correspondance électronique, notamment via Internet, d'au moins deux prestataires différents.*

Ces recommandations sont reprises en des termes pratiquement identiques par l'article R. 211-521 du CGFP qui précise que cette expertise peut être confiée à toute personne, physique ou morale, qui remplit les trois conditions suivantes :

- Disposer d'une compétence professionnelle avérée en matière de sécurité des systèmes d'information ;
- Ne pas présenter de lien d'intérêt avec le titulaire de l'accord-cadre de mise en œuvre de la solution de vote électronique (SVE) ou avec l'autorité organisatrice du scrutin ;
- Posséder une connaissance approfondie d'au moins deux systèmes différents de vote électronique par internet.

Le candidat présente ses principales références en matière de système de vote électronique (SyVE) dont il possède une connaissance approfondie en précisant le cadre législatif et réglementaire qui s'appliquait pour la mise en œuvre de chacun de ces SyVE lorsqu'il a acquis cette connaissance approfondie. Ces références doivent porter sur des SyVE d'au moins deux prestataires différents. Cette présentation de références précise au minimum :

- L'année de l'intervention sur le SyVE ayant permis d'en acquérir une connaissance approfondie ;
- La nature de l'intervention telle que « analyse de risques », « audit » ou « expertise indépendante » ;
- L'identification du client ;
- L'identification du prestataire du SyVE ;
- L'identification du cadre législatif et réglementaire applicable pour la mise en œuvre du SyVE lorsque l'intervention a été réalisée ;
- Des chiffres significatifs de la mise en œuvre du SyVE lorsque l'intervention a été réalisée, tels que le nombre de scrutins, le nombre de bureaux de vote électroniques (BVE), le nombre

de bureaux de vote électroniques centralisateurs (BVEC) ou de bureaux centralisateurs du vote électronique (BCVE), le nombre d'électeurs.

Qualité du dimensionnement et de la disponibilité des profils proposés

Le candidat doit préciser le nombre d'expert(s) qu'il affectera à l'exécution de chacune des prestations du marché. Si le candidat s'engage à ne faire intervenir qu'un unique expert pour la totalité des prestations du marché, il confirme expressément cet engagement dans sa proposition. Si plusieurs experts sont impliqués, le candidat doit identifier clairement l'expert principal chargé de coordonner l'exécution des prestations.

En tout état de cause et quelles qu'en soient les caractéristiques quantitatives et qualitatives, le candidat doit expliciter et justifier le choix qu'il a arrêté relativement à l'organisation des ressources humaines qu'il mobilise.

Pour chaque expert proposé, le candidat doit fournir un curriculum vitae et préciser :

- au titre de quelle(s) prestation(s) cet expert proposé doit intervenir et avec quel statut : « titulaire » ou « suppléant » ;
- le degré de disponibilité de cet intervenant.

Qualité des profils proposés

Le candidat doit fournir des références pour chaque profil proposé dans son offre en matière d'expertise préalable et indépendante d'une SVE soumise aux dispositions des articles R. 211-503 à R. 211-584 du CGFP et de la délibération CNIL

Ces références doivent porter sur des systèmes de vote électronique d'au moins deux prestataires différents.

Cette liste précise au minimum :

- année de l'expertise ;
- identification du client ;
- identification du prestataire de la SVE ;
- chiffres significatifs de l'expertise : nombre de scrutins, nombre de bureaux de vote électroniques et de bureaux de centralisation du vote électronique, nombre d'électeurs.